



**Nous sommes aussi des usagers de la route et de la rue,
mais nous ne manifesterons pas le 18 juin**

Dans un communiqué daté du 1^{er} juin, plusieurs associations prétendant représenter « l'ensemble des usagers de la route » déploient tous les arguments connus, voire éculés, qui visent en fait à légitimer la vitesse et à contester la politique publique, jugée trop répressive.

Mais qui représentent-elles réellement ? Sûrement pas les 89% des détenteurs du permis qui ont encore au moins 10 points, et qui respectent les règles sur la route. Et encore moins les usagers de la route les plus vulnérables, piétons et cyclistes.

Sans défendre la politique erratique des pouvoirs publics ces derniers mois, le constat est hélas toujours le même : la vitesse excessive reste la cause essentielle de mortalité sur les routes, et dès que la pression se relâche, les sinistres statistiques repartent à la hausse.

Prétendre qu'il suffirait de faire appel à la « responsabilité » des conducteurs est une pure hypocrisie, défendue par les mêmes irresponsables qui, au fond, ne veulent pas respecter les limitations de vitesse.

Il est évident qu'on peut faire mieux en matière de formation des conducteurs ou d'aménagements, mais hélas, la sanction des excès de vitesse ou de l'alcoolémie reste indispensable, même si les limiteurs de vitesse, Lavia ou éthylomètre permettent de mieux se contrôler. Tous les pays qui ont des statistiques meilleures que la France imposent des règles strictes.

L'espace public ne peut pas être le terrain de jeu des véhicules motorisés : piétons et cyclistes y ont aussi leur place, et ont droit à y évoluer en toute sécurité : la modération de la vitesse y contribue de manière essentielle, et permet en outre de limiter la pollution.

**Ne laissons pas le lobby de la vitesse
imposer sa loi sur la route.**